

Pakistan : Imran Khan arrêté, et après ?

jeudi 11 mai 2023, par [TARIO Farooq](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mai 2023).

La situation au Pakistan est extrêmement instable et volatile, les crises politiques et économiques s'intensifient et s'exacerbant les unes les autres. L'arrestation récente d'Imran Khan, ancien premier ministre et chef du parti Pakistan Tehreek Insaaf, a déclenché des réactions violentes de la part de ses partisans, entraînant des attaques contre des installations militaires et des bâtiments civils. L'armée, qui avait précédemment soutenu Khan, a fait preuve de retenue face à la violence, mais a également promis d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des personnes impliquées dans les attaques.

Sommaire

- [L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION](#)
- [QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR ?](#)

Imran Khan est arrivé au pouvoir lors des élections générales de 2018, qui auraient été truquées en sa faveur par l'establishment militaire. Leur relation s'est rompue après 2020 en raison de plusieurs facteurs. La personnalité de Khan était fort égocentrique et égoïste, ce qui a conduit à des affrontements avec les généraux au sujet de la nomination de hauts fonctionnaires. En outre, l'économie n'était pas en croissance, ce qui entraînait des pressions économiques croissantes de part et d'autre. Alors que Khan refuse de normaliser les relations avec l'Inde, le commandant en chef militaire y voit une stratégie essentielle. Khan a également sympathisé avec le gouvernement taliban en Afghanistan et a tenté de se rapprocher du chef de l'ISI pour s'assurer la loyauté de l'armée. Khan a rapatrié plus de 5 000 talibans pakistanais d'Afghanistan sous prétexte de les réhabiliter, ce à quoi s'opposaient les généraux. Il était favorable à la négociation avec le gouvernement taliban en Afghanistan, ce qui a conduit certains à penser qu'il voulait devenir une meilleure version des talibans que l'original.

Les divergences d'Imran Khan avec les militaires sur des questions essentielles, telles que l'économie, les relations entre l'Inde et le Pakistan et le gouvernement taliban en Afghanistan, semblent avoir contribué à sa chute. Sa stratégie aventuriste pour contrer son arrestation s'est retournée contre lui, entraînant l'arrestation massive de militants de son parti et la fuite de ce dernier. Dans sa tentative de redevenir Premier ministre, Khan a dissous ses propres gouvernements provinciaux au Pendjab et à Khyber-Pakhtunkhwa, deux provinces importantes de la fédération pakistanaise, mais ses manœuvres ont été contrecarrées par le gouvernement actuel et l'establishment militaire, qui ont retardé les élections.

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION JUSQU'À PRÉSENT :

Le 9 mai, jour de l'arrestation d'Imran Khan, dix personnes ont été tuées et la majeure partie du pays, y compris les autoroutes, est restée fermée. Cette réaction violente bien planifiée, comme le prétend le gouvernement actuel, était le résultat des instructions d'Imran Khan à ses dirigeants et à

ses cadres. Le gouvernement affirme également qu'Imran Khan espérait déclencher une réaction violente de la part de l'establishment militaire en demandant à ses partisans de l'affronter directement. Son plan, comme le suggère le gouvernement, était de déstabiliser le régime au point que l'armée prenne le contrôle du gouvernement et déclare la loi martiale.

Le 10 mai, les militaires ont publié un communiqué de presse déclarant que le 9 mai était le jour noir de l'histoire du Pakistan, annonçant une réponse modérée à l'incendie de leurs bâtiments et avertissant qu'ils ne toléreraient plus aucune attaque à l'avenir. Des poursuites judiciaires ont également été engagées contre les personnes impliquées dans les actions violentes.

Des arrestations massives de militants du PTI ont eu lieu dans tout le Pakistan, la plupart des principaux dirigeants du parti ayant été arrêtés. Des affaires de meurtre et de tentative de meurtre ont été enregistrées en vertu des lois antiterroristes. Le parti PTI paie aujourd'hui chèrement sa stratégie aventuriste pour contrer l'arrestation de son leader, et le parti est en fuite. Toutefois, de petits groupes de partisans du PTI continuent de brûler des véhicules chaque fois que cela est possible, mais la réaction de masse à l'arrestation a disparu.

QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR ?

Avec le déploiement croissant de la violence et l'intervention de l'armée dans les affaires civiles, il semble que l'avenir des forces démocratiques au Pakistan ne soit pas sous de bonnes augures. Sous prétexte de maintenir la loi et l'ordre, le contrôle de l'armée sur les affaires civiles va s'accroître. L'étouffement de la dissidence se poursuivra, la liberté d'expression sera criminalisée et les classes laborieuses du pays seront encore plus poussées vers la pauvreté.

Il convient de noter qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre Imran Khan et le puissant establishment militaire pakistanais. Khan essaie simplement de cajoler ou de contraindre l'establishment militaire pour qu'il revienne au pouvoir. Pour ce faire, Khan, dans son précédent gouvernement, a tenté de renforcer l'armée. Son gouvernement a adopté une loi notoire criminalisant toute critique des forces armées, qui est aujourd'hui utilisée contre lui. Pendant son mandat de Premier ministre, il a utilisé l'organisme de surveillance anticorruption pakistanais, le National Accountability Bureau, pour faire la chasse aux sorcières contre ses opposants. Aujourd'hui, ce même NAB est utilisé contre lui.

L'effondrement de l'économie, associé à la corruption et aux catastrophes climatiques, a entraîné une pauvreté et des inégalités importantes au Pakistan. La mise en œuvre de politiques néolibérales et la domination de l'armée sur la vie civile risquent de réduire encore l'espace démocratique et d'exacerber la pauvreté et les inégalités dans le pays. Les gens ordinaires risquent de faire les frais des luttes de pouvoir et des crises politiques.

Les intrigues de palais entre l'élite politique pakistanaise et l'establishment militaire ont aggravé la situation économique. Le renforcement des forces démocratiques nécessiterait une refonte complète du système, y compris l'adoption de politiques favorables au peuple. L'élite pakistanaise consomme 27 milliards de dollars de subventions pour maintenir son mode de vie. Toute force politique qui ne remettrait pas en cause cette inégalité flagrante continuerait à être de mèche avec l'establishment militaire, aggravant ainsi la pauvreté économique de la population.

Publié par
Farooq Tariq

